



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

2013

Le contrôle à l'exportation dans le domaine des armes légères et de petit calibre (ALPC) relevant de la législation sur le matériel de guerre



Département fédéral de l'économie, de la
formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Relations économiques bilatérales
Contrôles à l'exportation /
Matériel de guerre
www.seco.admin.ch

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Remarques liminaires..... | 3 |
| 1 Bases légales du contrôle à l'exportation..... | 4 |
| 1.1 Législation sur le matériel de guerre | 4 |
| 1.2 Autres bases légales suisses pertinentes | 4 |
| 1.2.1 Législation sur le contrôle des biens..... | 4 |
| 1.2.2 Législation sur les armes..... | 5 |
| 1.3 L'engagement de la Suisse et ses obligations internationales..... | 5 |
| 2 Régimes et procédures d'autorisation..... | 6 |
| 3 Mesures visant à empêcher la prolifération..... | 7 |
| 4 Informations détaillées sur les types d'autorisations avec données statistiques | 8 |
| 4.1 Importation..... | 8 |
| 4.2 Exportation | 8 |
| 4.2.1 Autorisations d'exportation accordées | 9 |
| 4.2.2 Utilisateurs finaux des autorisations d'exportations délivrées | 13 |
| 4.2.3 Exportations effectives | 14 |
| 4.2.4 Comparaison entre les exportations autorisées et les exportations effectives | 14 |
| 4.2.5 Demandes d'autorisation d'exportation refusées | 18 |
| 4.2.6 Exportations de services gouvernementaux suisses | 18 |
| 4.2.7 Comparaison avec les autorisations accordées par les membres de l'UE pour des biens militaires de la catégorie ML1 de la liste des munitions de Wassenaar avec celles des catégories KM 1 et ML 1 de la Suisse (Worldwide) | 19 |
| 4.3 Transit | 20 |
| 4.3.1 Autorisations de transit accordées..... | 20 |
| 4.3.2 Demandes d'autorisation de transit refusées..... | 21 |
| 4.4 Commerce à l'étranger | 21 |
| 4.4.1 Autorisations de commerce accordées..... | 21 |
| 4.4.2 Demandes d'autorisation de commerce à l'étranger refusées | 21 |
| 4.5 Courtage à destination de l'étranger | 22 |
| 4.5.1 Autorisations de courtage accordées | 22 |
| 4.5.2 Demandes d'autorisation de courtage refusées..... | 22 |
| 4.6 Transfert de biens immatériels..... | 22 |
| 5. Small Arms Survey | |
| Annexe 1: Vue d'ensemble des pays ne pouvant en principe pas être livré en ALPC à partir de la Suisse..... | 26 |
| Annexe 2: Liste de liens | 27 |

Remarques liminaires

Le présent rapport sur le contrôle à l'exportation des armes légères et de petit calibre a pour objectif d'expliquer la procédure d'autorisation de la législation sur le matériel de guerre et de présenter les autorisations délivrées ainsi que les exportations effectives d'armes légères et de petit calibre durant l'année sous revue. Il rappelle le cadre juridique qui régissait les contrôles à l'exportation en 2013, sans évoquer toutefois les modifications de loi et d'ordonnance entrées en vigueur après le 31 décembre 2013.

Dans le présent rapport, l'abréviation ALPC (armes légères et de petit calibre) sera utilisée pour autant que l'on se réfère aux deux catégories d'armes. En anglais, l'abréviation équivalente est SALW (*Small Arms and Light Weapons*). La notion d'ALPC s'inspire de la définition utilisée dans le cadre de l'ONU.¹

Les armes légères sont destinées à l'usage individuel et comprennent les revolvers et les pistolets à chargement automatique, les fusils et les carabines, les pistolets mitrailleurs, les fusils d'assaut et les mitrailleuses légères.

Les armes de petit calibre sont destinées à l'usage de plusieurs personnes travaillant en équipe. Cette catégorie englobe les mitrailleuses lourdes, les lance-grenades portatifs amovibles ou montés, les canons antiaériens portatifs, les canons antichars portatifs, les canons sans recul, les lance-missiles et les lance-roquettes antichars portatifs, les lance-missiles antiaériens portatifs, et les mortiers d'un calibre inférieur à 100 mm.

Certaines ALPC, dont les engins téléguidés (*Guided Light Weapons*), ne sont pas fabriquées en Suisse et ne sont donc pas vendues à l'étranger. La Suisse n'exporte ni systèmes antiaériens portables (*Man Portable Air Defense System*) ni engins guidés antichars.

Les Etats de provenance et de destination correspondent au Répertoire des pays pour la statistique du commerce extérieur de la Suisse de l'Administration fédérale des douanes².

Toutes les valeurs figurant dans le présent rapport sont indiquées en francs suisses.

¹ Voir par ex. le Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé de négocier un instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, A/60/88.

² Voir sous : <http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/00505/00507/index.html?lang=fr>.

1 Bases légales du contrôle à l'exportation

1.1 Législation sur le matériel de guerre

Le contrôle à l'exportation des ALPC est régi principalement par la législation sur le matériel de guerre :

Loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le matériel de guerre
(Loi sur le matériel de guerre, LFMG, RS 514.51)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.51.fr.pdf>

Ordonnance du 25 février 1998 sur le matériel de guerre
(Ordonnance sur le matériel de guerre, OMG, RS 514.511)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.511.fr.pdf>

L'annexe 1 de l'OMG dresse une liste du matériel de guerre. Les armes de la catégorie KM 1 (armes individuelles à épauler et armes de poing de tout calibre) ainsi qu'une partie des armes de la catégorie KM 2 (armes de tout calibre, à l'exception des armes individuelles à épauler et des armes de poing) sont qualifiées d'ALPC. Leurs munitions sont classées dans la catégorie KM 3. Les composants et accessoires des ALPC sont également classés dans les catégories d'armes correspondantes.

La LFMG a pour but de veiller au respect des obligations internationales et des principes de la politique étrangère de la Suisse, par le contrôle de la fabrication et du transfert de matériel de guerre et de la technologie y relative, tout en permettant le maintien en Suisse d'une capacité industrielle adaptée aux besoins de sa défense (art. 1 LFMG).

La LFMG et l'OMG règlent le commerce et le courtage faits pour des destinataires à l'étranger, le transfert de biens immatériels, ainsi que l'importation, l'exportation et le transit de matériel de guerre. Selon la transaction, des exceptions ou des assouplissements du régime de l'autorisation sont prévus. Des allègements sont en particulier prévus pour les Etats³ énumérés à l'annexe 2 de l'OMG. Les Etats en question sont tous membres, à l'instar de la Suisse, des quatre régimes internationaux de contrôle à l'exportation des biens sensibles au plan stratégique.⁴

1.2 Autres bases légales suisses pertinentes

1.2.1 Législation sur le contrôle des biens

L'importation, l'exportation et le transit de certaines ALPC, en particulier les armes de chasse et les armes de sport incontestablement reconnaissables qui, dans la même exécution, ne sont pas également des armes de combat, relèvent du champ d'application de la législation sur le contrôle des biens.

Loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens utilisables à des fins civiles et militaires et des biens militaires spécifiques
(Loi sur le contrôle des biens, LCB, RS 946.202)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/946.202.fr.pdf>

³ Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède et République tchèque.

⁴ Groupe des pays fournisseurs nucléaires (NSG), Groupe d'Australie (GA), Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) et Arrangement de Wassenaar (AW).

Ordonnance du 25 juin 1997 sur l'exportation, l'importation et le transit des biens utilisables à des fins civiles et militaires et des biens militaires spécifiques (Ordonnance sur le contrôle des biens, OCB, RS 946.202.1)

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/946.202.1.fr.pdf>

1.2.2 Législation sur les armes

La législation sur les armes régit l'acquisition, l'introduction sur le territoire suisse, l'exportation, la conservation, la possession, le port, le transport, le courtage, la fabrication et le commerce d'armes, d'éléments essentiels d'armes, d'accessoires et de munition. Si auparavant les législations sur le contrôle des biens et du matériel de guerre régissaient les exportations toutes les armes, depuis l'entrée en vigueur de l'acquis de Schengen⁵, le 12 décembre 2008, la législation sur les armes régit également l'exportation d'armes à feu vers d'autres états Schengen.

Loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (Loi sur les armes, LArm, RS 514.54)

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.54.fr.pdf>

Ordonnance du 2 juillet 2008 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (Ordonnance sur les armes, OArm, RS 514.541)

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.541.fr.pdf>

1.3 L'engagement de la Suisse et ses obligations internationales

La Suisse participe à l'Arrangement de Wassenaar (*Wassenaar Arrangement, WA*) sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage. Elle soutient ainsi les diverses directives qui ont été adoptées sur la base de cet arrangement politiquement contraignant.⁶ En ce qui concerne les ALPC, il convient de prêter une attention particulière au chapitre consacré aux meilleures pratiques relatives aux ALPC (*Best Practice Guidelines for Exports of SALW*). La liste du matériel de guerre à l'annexe 1 OMG se base sur la liste de munitions de l'Arrangement de Wassenaar, qui indique les biens d'équipement militaires à contrôler. Conformément aux directives de l'Arrangement de Wassenaar, la Suisse transmet deux fois par année des notifications relatives aux exportations autorisées d'ALPC à des Etats non membres.

Dans le cadre de l'OSCE, le document sur les armes légères et de petit calibre du 24 novembre 2000⁷, son complément relatif aux activités de courtage⁸ et le manuel des meilleures pratiques relatives aux armes légères et de petit calibre⁹ sont pertinents pour la Suisse. Dans la perspective de l'échange d'informations, la Suisse annonce chaque année les exportations autorisées d'ALPC.

En ce qui concerne l'ONU, il convient de mentionner en particulier le Protocole sur les armes à feu¹⁰ et l'instrument international capable d'identifier et de tracer rapidement et de manière

⁵ Directive 91/477/CEE du Conseil du 18.6.1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, JO n° L 256 du 13.9.1991, p. 51.

⁶ Les documents de base peuvent être consultés à l'adresse suivante : http://www.wassenaar.org/publicdocuments/index_BD.html.

⁷ FSC.DOC/1/00.

⁸ Principes de l'OSCE relatifs au contrôle du courtage des armes légères et de petit calibre, FSC.DEC/8/04

⁹ Manuel de l'OSCE des meilleures pratiques relatives aux armes légères et de petit calibre, basé sur le document FSC.DEC/5/03. Disponible à l'adresse suivante : http://www.osce.org/publications/fsc/2003/12/13550_29_fr.pdf.

¹⁰ Protocole contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, A/RES/55/255.

fiable les armes légères et de petit calibre illicites¹¹. Le Parlement a accepté en décembre 2011, les modifications législatives nécessaires aux deux accords. Ces modifications sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2013 (exception faite des prescriptions relatives au marquage des armes à feu importées en Suisse). Celles-ci sont entrées en vigueur au 1^{er} juillet 2013). Le 29 novembre 2012, la Suisse a expliqué son adhésion au Protocole sur les armes à feu.

Après l'échec de la conférence de négociation relative au traité sur le commerce des armes (TCA) en juillet 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée en décembre 2012 en faveur d'une conférence de négociation en vue d'un traité juridiquement contraignant sur le commerce international des armes classiques qui serait explicitement la dernière. La conférence, qui s'est tenue du 18 au 28 mars 2013 à New York, a pu développer une dynamique positive grâce à une bonne préparation et aux procédés transparents mis en œuvre par son président. Contrairement au climat qui a prévalu lors de la conférence de juillet 2012, beaucoup d'Etats ont revu leurs exigences à la baisse et se sont montrés ouverts au compromis. En raison de l'opposition de l'Iran, de la Corée du Nord et de la Syrie, le traité négocié n'a toutefois pas pu être adopté par consensus à la fin de la Conférence.

Le 2 avril 2013, le TCA a donc été soumis au vote de l'Assemblée générale des Nations Unies. 156 Etats l'ont approuvé (22 abstentions, 3 voix contre), adoptant ainsi le premier traité juridiquement contraignant qui fixe des normes dans la réglementation du commerce international d'armes classiques. Compte tenu de la complexité de la matière à régler, de l'importance des intérêts liés au commerce international d'armes, de l'absence de règles obligatoires pendant des années et de ses conséquences négatives, l'adoption du TCA peut être considérée comme historique. Les effets concrets du traité apparaîtront dans les prochaines années. Depuis le 3 juin 2013, le traité est ouvert à la signature. Il entrera en vigueur après avoir été ratifié par 50 Etats, ce qui devrait se produire vers la fin de 2014.

Compte tenu de sa tradition humanitaire, de sa politique de sécurité et de paix, de sa législation sévère et de sa pratique stricte en matière d'exportations de biens d'armement, la Suisse était perçue comme un partenaire de négociation crédible. Pour confirmer son engagement dans le domaine du commerce international d'armes et assurer une bonne position à Genève comme ville hôte du secrétariat du traité, elle a signé le TCA le 3 juin 2013 lors de la cérémonie officielle au siège principal de l'ONU à New York. Elle fait partie des premiers Etats ayant signé le traité et souhaite le ratifier au cours de cette année¹².

2 Régimes et procédures d'autorisation

La LFMG prévoit un double régime d'autorisation. D'une part, la fabrication, le commerce de matériel de guerre ou le courtage de celui-ci pour des destinataires à l'étranger nécessitent une autorisation initiale. Cette obligation permet de garantir que l'activité prévue n'est pas contraire aux intérêts du pays. D'autre part, une autorisation spécifique est requise pour l'importation, l'exportation ou le transit de matériel de guerre, son courtage et son commerce pour des destinataires à l'étranger. Il en va de même de la conclusion de contrats portant sur le transfert de biens immatériels, y compris le savoir-faire en matière de matériel de guerre, ou de la concession de droits y afférents.

La fabrication, le courtage, l'exportation et le transit de matériel de guerre pour des destinataires à l'étranger sont autorisés si ces activités ne contreviennent pas au droit international et ne sont pas contraires aux principes de la politique étrangère de la Suisse et à ses obligations internationales (art. 22 LFMG).

¹¹ Annexe au document A/60/88.

¹² Au 30 janvier 2014, neuf Etats ont déposé leur instrument de ratification et 116 ont signé le TCA.

L'évaluation d'une demande concernant des marchés passés avec l'étranger repose sur les considérations suivantes (art. 5 OMG) :

- le maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la stabilité régionale ;
- la situation qui prévaut dans le pays de destination ; il faut tenir compte notamment du respect des droits de l'homme et de la renonciation à utiliser des enfants-soldats ;
- les efforts déployés par la Suisse dans le domaine de la coopération au développement ;
- l'attitude du pays de destination envers la communauté internationale, notamment sous l'angle du respect du droit international public ;
- la conduite adoptée par les pays qui, comme la Suisse, sont affiliés aux régimes internationaux de contrôle des exportations.

Depuis le 12 décembre 2008, cinq autres critères d'exclusion sont en vigueur (art. 5, al. 2, OMG). L'autorisation est refusée :

- si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou international ;
- si le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits de l'homme ;
- si le pays de destination figure parmi les pays les moins avancés sur la liste des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques¹³,
- s'il y a de forts risques que le pays de destination utilise les armes à exporter contre la population civile, ou
- s'il y a de forts risques que, dans le pays de destination, les armes à exporter soient transmises à un destinataire final non souhaité.

En outre, il est interdit de délivrer des autorisations d'exportation si des mesures de coercition ont été décrétées en vertu de la loi du 22 mars 2002 sur les embargos¹⁴.

L'importation de matériel de guerre est autorisée si elle ne contrevient pas au droit international et n'est pas contraire aux intérêts du pays (art. 24 LFMG).

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) est l'autorité habilitée à délivrer les autorisations. Il se détermine sur les demandes d'autorisation pour les marchés passés avec l'étranger, en accord avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et, selon le contenu de la demande, également avec d'autres services fédéraux. Lorsque les services compétents ne parviennent pas à s'entendre sur la manière de traiter une demande, celle-ci est soumise au Conseil fédéral pour décision. Le Conseil fédéral statue également sur les demandes dont la portée sur le plan de la politique extérieure ou de la politique de sécurité est considérable (art. 29 LFMG, art. 14 OMG).

3 Mesures visant à empêcher la prolifération

Les autorisations d'exportation ne sont en principe accordées que lorsque le destinataire de la livraison est un gouvernement étranger ou une entreprise travaillant pour un tel gouvernement, et que ce dernier a établi une déclaration de non-réexportation attestant que

¹³ Voir sous : <http://www.oecd.org/dac/stats/daclist>.

¹⁴ RS 946.231

le matériel ne sera pas réexporté vers un Etat tiers sans le consentement écrit préalable de la Suisse (art. 18 LFMG).¹⁵

S'il y a des risques accrus que, dans le pays de destination, le matériel de guerre à exporter soit transmis à un destinataire final non souhaité, l'autorité compétente en matière d'autorisation peut exiger le droit de pouvoir vérifier sur place si la déclaration de non-réexportation est respectée. Pour les exportations volumineuses, la déclaration de non-réexportation doit revêtir la forme d'une note diplomatique du pays de destination (Art. 5a OMG).

L'année dernière, deux livraisons d'ALPC effectuées antérieurement dans deux pays ont été vérifiées avec succès. Comme il se pourrait que la vérification sur place soit la méthode la plus efficace pour empêcher les transmissions non autorisées de matériel de guerre, de tels contrôles seront effectués à l'avenir.

Si du matériel de guerre exporté à l'étranger n'est pas destiné à un gouvernement étranger ou à une entreprise travaillant pour le compte de celui-ci, la personne qui dépose la demande d'exportation doit prouver l'existence de l'autorisation d'importation requise du pays de destination final ou le fait que cette autorisation n'est pas nécessaire (art. 5b OMG).

Le SECO exige en outre pour les fusils d'assaut, les pistolets mitrailleurs, les mitrailleuses légères et les lance-grenades, à partir de 50 pièces, une notification du destinataire, confirmant que les armes sont destinées au marché national.

L'Office central chargé de lutter contre les transactions illégales de matériel de guerre du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports vérifie si les livraisons de matériel de guerre sont arrivées aux lieux de destination prévus et approuvés (art. 20 OMG). Il le fait par sondage en demandant une confirmation de livraison de la part du destinataire.

4 Informations détaillées sur les types d'autorisations avec données statistiques

4.1 Importation

L'importation des armes à feu est soumise à la LArm et relève de la compétence de l'Office fédéral de la police (fedpol), rattaché au Département fédéral de justice et police (DFJP). Les autorisations ad hoc sont délivrées par l'Office central des armes. Il appartient au SECO de délivrer les autorisations pour l'importation des autres ALPC, par exemple les mitrailleuses lourdes. C'est lui qui établit l'autorisation spécifique (art. 17 LFMG). Les fabricants titulaires d'une autorisation initiale peuvent demander une licence générale d'importation, qui leur permet d'importer des pièces détachées, des éléments d'assemblage ou des pièces anonymes de matériel de guerre (art. 9e, al. 1, OMG).

4.2 Exportation

En règle générale, l'exportation à titre professionnel et privé d'ALPC complètes, de leurs composants/pièces de rechange (par exemple : canons, crosses, etc.) et de leurs accessoires (par exemple : magasins, silencieux, etc.) requiert une autorisation du SECO, qui doit être demandée pour chaque cas particulier ; il n'existe pas de licence générale d'exportation.

Les modifications de la législation sur les armes introduites dans le cadre de la mise en œuvre des obligations découlant de l'association à Schengen sont entrées en vigueur le 12 décembre 2008. Depuis, l'exportation d'armes à feu, qui sont classées comme matériel

¹⁵ Un modèle de certificat d'utilisation finale est disponible sur le site internet du SECO : <http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00600/00614/00617/index.html?lang=fr>.

de guerre, à titre non professionnel (personnes privées) vers des Etats Schengen est régie par la LArm. Les autorisations ad hoc sont délivrées par l'Office central des armes.

4.2.1 Autorisations d'exportation accordées

En 2013, il a été délivré pour 198,5 mio. de francs d'autorisation d'exportation (2012 : 40 mio.) pour des ALPC, leurs parties et accessoires dont 29,3 mio. de francs (2012 : 12 mio.) pour des armes entières. [voir grand tableau ci-dessous]

| Armes individuelles à épauler et armes de poing de tout calibre (KM 1) | Autres ALPC (parties de KM 2*) | Total (frs.) |
|--|--------------------------------|--------------|
| 197'565'321 | 970'813 | 198'536'134 |

* Le triage de la catégorie KM 2 en fonction du domaine d'activité de l'exportateur permet d'obtenir la part des ALPC.

Le tableau ci-dessous fournit le nombre total d'armes complètes ayant donné lieu à une autorisation (chiffre supérieur) et leur valeur (chiffre inférieur) en fonction des pays de destination. La valeur indiquée englobe celle de l'arme en elle-même et, le cas échéant, celle de son/ses accessoire(s) [par ex. un silencieux, une lunette de visée etc.].

| Pays de destination | Revolver, Pistolets | Fusils ¹ | Carabines ² | Pistolets mitrailleurs ³ | Fusils d'assaut ³ | Mitrailleuses légères | Mitrailleuses lourdes | Lance-grenades ⁴ | Total |
|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|---------|
| | | | | | | | | | |
| Allemagne | 358 | 9 | 3'574 | 5 | 36 | 1 | | 3 | 3'986 |
| | 226'700 | 26'637 | 459'791 | 7'985 | 37'106 | 7'248 | | 7'925 | 773'392 |
| Arabie Saoudite | 8 | 1 | | | 1 | | | | 10 |
| | 10'910 | 10'900 | | | 5'245 | | | | 27'055 |
| Australie | 33 | | 16 | | 7 | | | | 56 |
| | 31'230 | | 2'146 | | 2'300 | | | | 53'676 |
| Autriche | 61 | 1 | 300 | 94 | | 316 | | | 772 |
| | 62'904 | 6'200 | 2'000 | 204'962 | | 37'920 | | | 313'986 |
| Bangladesh | 1 | 1 | | | | | | | 2 |
| | 2'000 | 400 | | | | | | | 2'400 |
| Belgique | 50 | | 33 | 23 | 11 | | | | 117 |
| | 39'695 | | 5'479 | 33'700 | 16'647 | | | | 95'521 |
| Bhutan | 1 | | | | | | | | 1 |
| | 1'240 | | | | | | | | 1'240 |
| Canada | 82 | 14 | 1'647 | 5 | 315 | | | 1 | 2'064 |
| | 107'963 | 42'550 | 132'547 | 6'500 | 581'300 | | | 1'200 | 872'060 |

| Pays de destination (Nombre de pièces) <hr/> (Valeur/CHF.) | Revolver, Pistolets | Fusils ¹ | Carabines ² | Pistolets mitrailleurs ³ | Fusils d'assaut ³ | | Mitrailleuses légères | Mitrailleuses lourdes | Lance-grenades ⁴ | Total |
|--|---------------------|---------------------|------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|---------|
| | | | | | | | | | | |
| Danemark | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | 1'800 | | | | | 1'800 |
| Emirats Arabes Unis | 180 | 10 | | 1 | 4 | | | | | 195 |
| | 385'379 | 18'500 | | 2'200 | 15'993 | | | | | 422'072 |
| Espagne | 2 | | | | 9 | | | | 31 | 42 |
| | 2'180 | | | | 13'020 | | | | 43'500 | 58'700 |
| Finlande | 2 | | | 39 | 1 | | | | | 42 |
| | 3'000 | | | 70'587 | 1'500 | | | | | 75'087 |
| France | 144 | 26 | 829 | 39 | 289 | 10 | | | 1 | 1'338 |
| | 129'150 | 32'821 | 125'570 | 48'395 | 415'381 | 2'200 | | | 3'400 | 756'917 |
| Grande Bretagne | 93 | 4 | 69 | 3 | | | | 5 | 1 | 175 |
| | 40'652 | 11'400 | 4'590 | 4'700 | | | | 7'500 | 1'200 | 70'042 |
| Grèce | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | 3'400 | | | | | 3'400 |
| Hong Kong | | | | 2 | | | | | | 2 |
| | | | | 3'100 | | | | | | 3'100 |
| Hongrie | 1 | 2 | | 2 | | | | | 1 | 6 |
| | 2'100 | 8'800 | | 3'400 | | | | | 1'400 | 15'700 |
| Indonésie | | | | | 9 | | | | | 9 |
| | | | | | 30'704 | | | | | 30'704 |
| Italie | 65 | 1 | 828 | 11 | 80 | | | | | 985 |
| | 53'490 | 6'200 | 32'350 | 15'620 | 67'832 | | | | | 175'492 |
| Jordanie | | | | | 21 | | | | | 21 |
| | | | | | 65'100 | | | | | 65'100 |
| Kazakhstan | | | | | 10 | | | | | 10 |
| | | | | | 86'024 | | | | | 86'024 |
| Kenya | 4 | 10 | | | 1 | | | | | 15 |
| | 5'690 | 120'000 | | | 2'926 | | | | | 128'616 |
| Koweït | | 1 | | | 1 | | | | 50 | 52 |
| | | 7'200 | | | 3'400 | | | | 137'000 | 147'600 |
| Liban | | | | 225 | | | | | 10 | 235 |
| | | | | 508'500 | | | | | 19'500 | 528'000 |

| Pays de destination (Nombre de pièces) <hr/> (Valeur/CHF.) | Revolver, Pistolets | Fusils ¹ | Carabines ² | Pistolets mitrailleurs ³ | Fusils d'assaut ³ | Mitrailleuses légères | Mitrailleuses lourdes | Lance-grenades ⁴ | Total |
|--|---------------------|---------------------|------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|---------|
| | | | | | | | | | |
| Lituanie | | | | | 5 | | | | 5 |
| | | | | | 6'620 | | | | 6'620 |
| Luxemburg | 3 | | | 1 | | | | | 4 |
| | 2'927 | | | 1'599 | | | | | 4'526 |
| Macao | | | | | | | | 10 | 10 |
| | | | | | | | | 12'210 | 12'210 |
| Malaisie | | | | | 15 | | | | 15 |
| | | | | | 38'412 | | | | 38'412 |
| Mali | 1 | | | | | | | | 1 |
| | 883 | | | | | | | | 883 |
| Mexique | | | | 707 | 35 | | | | 742 |
| | | | | 770'000 | 51'560 | | | | 821'560 |
| Nouvelle Zélande | 2 | 1 | 2 | 7 | 5 | | | | 17 |
| | 2'000 | 5'700 | 4'100 | 1'400 | 7'800 | | | | 21'000 |
| Oman | | | | | | | | 1 | 1 |
| | | | | | | | | 2'000 | 2'000 |
| Pays Bas | | | 5 | | | | | | 5 |
| | | | 1'131 | | | | | | 1'131 |
| Paraguay | 1 | | | | | | | | 1 |
| | 920 | | | | | | | | 920 |
| Pologne | 19 | 51 | 7 | | 17 | | | | 94 |
| | 7'806 | 350'600 | 1'110 | | 12'400 | | | | 371'916 |
| Russie, Féd. | 4 | 1 | | 50 | 3 | | | | 58 |
| | 3'400 | 11'000 | | 107'000 | 10'650 | | | | 132'050 |
| Slovaquie | | | | | 2 | | | | 2 |
| | | | | | 3'000 | | | | 3'000 |
| Slovénie | 8 | | | | | | | | 8 |
| | 19'791 | | | | | | | | 19'791 |
| Suède | 1 | 2 | | | | | | | 3 |
| | 995 | 2'500 | | | | | | | 3'495 |
| Tchèque, Rep. | 28 | 3 | 80 | 50 | 50 | | | | 211 |
| | 27'465 | 11'300 | 6'400 | 75'000 | 50'917 | | | | 171'082 |

| Pays de destination | Revolver, Pistolets | Fusils ¹ | Carabines ² | Pistolets mitrailleurs ³ | Fusils d'assaut ³ | Mitrailleuses légères | Mitrailleuses lourdes | Lance-grenades ⁴ | Total |
|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|------------|
| | | | | | | | | | |
| Turquie | 14 | 3 | | 10 | | | | 60 | 87 |
| | 22'177 | 37'000 | | 25'000 | | | | 91'000 | 175'177 |
| Ukraine | 20 | 1 | | | | | | | 21 |
| | 38'743 | 13'000 | | | | | | | 51'743 |
| USA | 26'876 | 1 | 7'378 | | 500 | | | | 34'755 |
| | 20'795'658 | 1'300 | 1'128'907 | | 825'000 | | | | 22'750'865 |
| Vietnam | 1 | | | | | | | | 1 |
| | 692 | | | | | | | | 0 |
| Total | 28'063 | 143 | 14'768 | 1'274 | 1'429 | 327 | 5 | 169 | 46'178 |
| | 22'027'740 | 724008 | 1'906'121 | 1'889'648 | 2'371'977 | 47'368 | 7'500 | 320'335 | 29'294'697 |

Remarques :

¹ Armes de précision et autres armes non reprises dans l'une des autres catégories.

² Carabines 11 et 31 ainsi que les armes similaires.

³ Armes automatiques ou modifiées en semi-automatiques.

⁴ Tous types confondus.

Environ 97 % (2012 : 71 %) du nombre total des armes susmentionnées étaient destinées à être exportées vers les 25 pays mentionnés à l'annexe 2 de l'ordonnance sur le matériel de guerre (OMG), qui ont adhéré aux quatre régimes internationaux de contrôle à l'exportation¹⁶.

Les 4 principaux pays acquéreurs d'ALPC complètes (en nombre de pièces) sont :

| Pays | Matériel | Nbre. pces | Valeur (frs.) |
|-----------|--|------------|---------------|
| Allemagne | Principalement des pistolets, des carabines et des fusils d'assaut | 3'986 | 773'392 |
| Canada | Principalement des carabines et des fusils d'assaut | 2'064 | 872'060 |
| France | Principalement des carabines et des fusils d'assaut | 1'338 | 756'917 |
| USA | Principalement des pistolets, des carabines et des fusils d'assaut | 34'755 | 22'750'865 |

¹⁶ Voir note de bas de page 3 et 4.

4.2.2 Utilisateurs finaux des autorisations d'exportations délivrées

| Destinataire | | | | | |
|-----------------|----|-----|-----|-----|-------|
| Allemagne | | | | 46 | 3'940 |
| Arabie Saoudite | | | | 10 | |
| Australie | 7 | | | | 49 |
| Autriche | | | 90 | 305 | 377 |
| Bangladesh | | | | 2 | |
| Belgique | | | | 35 | 82 |
| Bhutan | | | | 1 | |
| Canada | | | | 7 | 2'057 |
| Danemark | | | | 1 | |
| Emirats Arabes | 1 | | | 194 | |
| Espagne | | | 31 | | 11 |
| Finlande | | | | 1 | 41 |
| France | | 110 | 6 | 103 | 1'119 |
| Grande Bretagne | | | | 6 | 169 |
| Grèce | | | | 1 | |
| Hong Kong | | | | | 2 |
| Hongrie | | | | | 6 |
| Indonésie | | 9 | | | |
| Italie | | | | 10 | 985 |
| Jordanie | | 21 | | | |
| Kazakhstan | 10 | | | | |
| Kenya | | | 10 | 5 | |
| Koweït | 50 | | | 2 | |
| Liban | | 235 | | | |
| Lituanie | | | | | 5 |
| Luxembourg | | | | | 4 |
| Macao | | | 10 | | |
| Malaisie | | 15 | | | |
| Mali | | | | | 1 |
| Mexique | | | 742 | | |

En 2013, 95,1% (2012: 57,5%) des utilisateurs finaux des exportations autorisées pour des ALPC étaient des armuriers, 1,7% étaient des particuliers (2012: 5,4%), 2,5% étaient de la police (2012: 19,2%) et 0,3% étaient de l'armée (2012: 17,4%). Quant au 0,5% restant (2012: 0,5%), les destinataires finaux des exportations accordées pour des ALPC étaient d'autres organes étatiques.

- Autres organes étatiques
- Armée
- Police
- Privés
- Armuriers, industries

| Destinataire | | | | | |
|------------------|------------|------------|--------------|------------|---------------|
| Nouvelle Zélande | | | | 14 | 3 |
| Oman | | | 1 | | |
| Pays Bas | | | | | 5 |
| Paraguay | | | | 1 | |
| Pologne | | | | | 94 |
| Russie, Féd. | 58 | | | | |
| Slovaquie | | | | | 2 |
| Slovénie | | | | | 8 |
| Suède | | | | | 3 |
| Tchèque, Rép. | | | | | 211 |
| Turquie | 71 | | | 16 | |
| Ukraine | | | | 1 | 20 |
| USA | | | | 15 | 34'755 |
| Vietnam | | | | | 1 |
| Total | 208 | 135 | 1'135 | 776 | 43'924 |

■ Autres organes étatiques
■ Armée
■ Police
■ Privés
■ Armuriers, industries

4.2.3 Exportations effectives

En 2013, les exportations effectives d'ALPC et de leurs composants et accessoires s'élèvent à quelque 39,2 mio. de francs (2012 : 22,8 mio.).

| Armes individuelles à épauler et armes de poing de tout calibre (KM 1) | Autres ALPC (parties de KM 2*) | Total (frs.) |
|--|--------------------------------|--------------|
| 23'375'477 | 15'891'431 | 39'266'908 |

* Le triage de la catégorie KM 2 en fonction du domaine d'activité de l'exportateur permet d'obtenir la part des ALPC.

4.2.4 Comparaison entre les exportations autorisées et les exportations effectives

Cette comparaison a pour objectif de montrer la relation entre les autorisations délivrées pour les ALPC et leurs munitions et les ALPC et munitions effectivement exportées. Il en ressort que la valeur totale des ALPC effectivement exportées est souvent moindre et parfois bien moindre que la valeur totale figurant sur les autorisations d'exportation. Les exportations atteignent rarement la valeur autorisée ou ne sont pas effectuées du tout. La deuxième colonne du tableau suivant montre les autorisations délivrées pour des ALPC, leurs composants et accessoires en 2013 par destinataire final (Etat). La valeur totale des autorisations délivrées pour des munitions d'ALPC par destinataire final est représentée dans la quatrième colonne et obtenue selon le principe énoncé au chiffre précédent (4.2.3). Les reports servant à transférer la valeur résiduelle d'une autorisation échue sur une nouvelle autorisation n'entrent pas en ligne de compte dans les deux cas. Comme il s'agit d'une seule et même affaire, la valeur résiduelle à autoriser (autrement dit le report) n'est

pas enregistrée statistiquement encore une fois, car cela entraînerait une altération des rapports effectifs. La troisième colonne montre les exportations effectives d'ALPC et de leurs composants et accessoires. Les exportations effectives de munitions d'ALPC et de leurs composants sont présentées dans la cinquième colonne, la valeur étant obtenue grâce au principe énoncé au chiffre 4.2.3. Les autorisations d'exportation sont valables un an et peuvent être prolongées de six mois sur demande. Il est donc possible qu'une exportation soit autorisée à une date, mais que l'exportation effective soit effectuée seulement l'année suivante. Si un montant de la troisième colonne est plus élevé que celui de la deuxième colonne, cela ne signifie pas qu'une marchandise a été exportée sans autorisation. Prendre aussi en considération les valeurs de l'année précédente accroît la rigueur et la comparabilité.

| Destinataire final | Autorisations délivrées pour des ALPC, leurs composants et accessoires (en CHF.) en 2013 | Exportations effectives d'ALPC, leurs composants et accessoires (en CHF.) en 2013 | Autorisations délivrées pour des munitions d'ALPC et leurs composants (en CHF.) en 2013 | Exportations effectives de munitions d'ALPC et de leurs composants (en CHF.) en 2013 |
|--------------------|--|---|---|--|
| Afrique du Sud | 1'370 | 0 | | 0 |
| Allemagne | 11'967'985 | 4'630'808 | 67'561'404 | 24'473'460 |
| Arabie Saoudite | 441'774 | 1'406 | 22'150 | 0 |
| Australie | 88'885 | 53'762 | 1'263'056 | 2'296'407 |
| Autriche | 471'387 | 429'062 | 78'236 | 37'684 |
| Bangladesh | 2'400 | 0 | 0 | 0 |
| Belgique | 526'700 | 414'569 | 351'640 | 700'193 |
| Bermudes | 0 | 0 | 8'707 | 0 |
| Bhutan | 1'240 | 0 | 0 | 0 |
| Bosnie Herzegov. | 20'600 | 29'589 | 28'638 | 28'388 |
| Brésil | 9'555 | 0 | 0 | 0 |
| Brunei | 0 | 104'402 | 201'743 | 179'700 |
| Bulgarie | 4'615 | 0 | 0 | 0 |
| Canada | 1'596'002 | 994'207 | 123'872 | 103'666 |
| Chile | 6'200 | 2'390 | 23'336 | 93'802 |
| Corée du Sud | 72'249 | 1'921 | 1'133'358 | 707'579 |
| Croatie | 21'549 | 16'103 | 0 | 0 |
| Danemark | 8'869 | 2'100 | 264'044 | 215'410 |
| Equateur | 6'200 | 1'066 | 67'125 | 81'090 |
| Egypte | 121'200 | 0 | 0 | 0 |

| Destinataire final | Autorisations délivrées pour des ALPC, leurs composants et accessoires (en CHF.) en 2013 | Exportations effectives d'ALPC, leurs composants et accessoires (en CHF.) en 2013 | Autorisations délivrées pour des munitions d'ALPC et leurs composants (en CHF.) en 2013 | Exportations effectives de munitions d'ALPC et de leurs composants (en CHF.) en 2013 |
|--------------------|--|---|---|--|
| Emirats Arabes | 869'262 | 264'953 | 24'136'992 | 7'386'485 |
| Espagne | 123'300 | 112'840 | 515'851 | 769'760 |
| Estonie | 85'200 | 276'721 | 457'965 | 454'552 |
| Finlande | 319'503 | 298'121 | 215'528 | 334'561 |
| France | 1'635'091 | 1'215'804 | 2'350'404 | 2'797'091 |
| Grande-Bretagne | 626'609 | 15'632'184 | 98'795 | 118'596 |
| Grèce | 7'798 | 6'330 | 0 | 25'200 |
| Hongkong | 6'200 | 44'776 | 600 | 600 |
| Hongrie | 101'100 | 80'543 | 74'344 | 1'577'447 |
| Inde | 127'235 | 3'811'923 | 10 | 312'424 |
| Indonésie | 36'904 | 26'674 | 131'604 | 130'841 |
| Irlande | 12'000 | 0 | 30'958 | 3'894 |
| Italien | 1'103'678 | 620'172 | 932'448 | 7'445'723 |
| Japon | 40'545 | 73'915 | 316'111 | 324'925 |
| Jordanie | 497'062 | 179'560 | 155'485 | 233'646 |
| Katar | 0 | 0 | 0 | 19'258 |
| Kazakhstan | 90'884 | 0 | 0 | 0 |
| Kenya | 156'616 | 138'134 | 80'000 | 49'711 |
| Kosovo | 0 | 0 | 74'081 | 72'917 |
| Koweït | 151'000 | 135'966 | 3'540 | 0 |
| Lettonie | 2'247 | 2'247 | 4'540 | 0 |
| Liban | 665'100 | 473'752 | 0 | 0 |
| Lituanie | 12'820 | 7'652 | 0 | 0 |
| Luxemburg | 39'800 | 2'422 | 117'389 | 118'085 |
| Macao | 39'882 | 45'476 | 39'210 | 572'021 |
| Macédoine | 920 | 0 | 0 | 0 |
| Malaisie | 181'705 | 56'418 | 247'490 | 199'245 |

| Destinataire final | Autorisations délivrées pour des ALPC, leurs composants et accessoires (en CHF.) en 2013 | Exportations effectives d'ALPC, leurs composants et accessoires (en CHF.) en 2013 | Autorisations délivrées pour des munitions d'ALPC et leurs composants (en CHF.) en 2013 | Exportations effectives de munitions d'ALPC et de leurs composants (en CHF.) en 2013 |
|--------------------|--|---|---|--|
| Mali | 883 | 883 | 0 | 0 |
| Malte | 14'150 | 7'611 | 0 | 0 |
| Mexique | 821'560 | 763'388 | 0 | 0 |
| Norvège | 153'765 | 103'550 | 200'991 | 238'984 |
| Nvelle. Zélande | 63'721 | 67'474 | 0 | 0 |
| Oman | 6'200 | 2'000 | 1'748'572 | 815'800 |
| Paraguay | 920 | 0 | 0 | 0 |
| Pays-Bas | 71'454 | 108'462 | 8'362 | 1'020 |
| Pologne | 588'216 | 32'613 | 11'731 | 12'045 |
| Polynésie Franç. | 8'400 | 0 | 0 | 0 |
| Portugal | 0 | 0 | 67'331 | 67'560 |
| Roumanie | 10'975 | 0 | 180'073 | 180'073 |
| Russe, Féd. | 561'542 | 180'073 | 892'355 | 432'725 |
| Serbie | 21'040 | 0 | 0 | 0 |
| Seychelles | 0 | 0 | 0 | 24'138 |
| Singapour | 53'790 | 157'536 | 493'460 | 493'440 |
| Slovaquie | 20'900 | 11'889 | 16'099 | 8'058 |
| Slovénie | 19'809 | 19'031 | 0 | 0 |
| Suèdes | 238'605 | 155'482 | 752'204 | 962'901 |
| Tchèque, Rep. | 145'586'082 | 400'784 | 1'038'007 | 31'019 |
| Thaïlande | 0 | 0 | 229'500 | 0 |
| Turquie | 1'432'600 | 108'152 | 31'700 | 34'687 |
| USA | 26'239'604 | 6'790'788 | 147'911'120 | 7'534'246 |
| Ukraine | 319'985 | 168'523 | 22'645 | 13'924 |
| Uruguay | 0 | 0 | 180 | 0 |
| Vietnam | 692 | 692 | 70 | 340 |
| Total | 198'536'134 | 39'266'908 | 254'688'054 | 62'690'121 |

4.2.5 Demandes d'autorisation d'exportation refusées

En 2013, 4 (2012 : 3) demandes d'autorisation d'exportation pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions, ont été refusées pour les motifs suivants :

- situation politique instable régnant dans le pays de destination,
- atteintes aux droits de l'homme dans le pays de destination,
- risque élevé que les armes à exporter soient transférées à un destinataire final non souhaité,
- risques d'utilisation des armes contre la population civile,
- risques d'entrave à la coopération suisse au développement.

| Région du pays de destination | Matériel | Valeur (frs.) |
|-------------------------------|------------------------------|---------------|
| Asie | Pistolets mitrailleurs | 125'000 |
| Moyen Orient | Pistolets et fusils d'assaut | 87'000 |
| Moyen Orient | Pistolets | 43'800 |
| Moyen Orient | Parties de pistolets | 436'148 |

4.2.6 Exportations de services gouvernementaux suisses

En règle générale, l'armée suisse exporte du matériel de guerre uniquement dans le cadre de la liquidation du matériel militaire mis au rebut. Pour ce faire, elle a besoin, elle aussi, d'une autorisation du SECO. Aucune ALPC n'est directement vendue à des destinataires à l'étranger. Les exportations des services de l'armée figurant ci-dessous concernent uniquement les livraisons d'armes de service, de leurs pièces de rechange et de leur munitions destinées à des sociétés suisses de tir situées à l'étranger en charge de l'organisation des exercices obligatoires de tir reconnus par la Confédération.

| Pays de destination | Matériel | Valeur (frs.) |
|---------------------|---|---------------|
| Afrique du Sud | 2 fusils d'assaut 57 | 300 |
| Allemagne | 6 fusils d'assaut 90 | 600 |
| Autriche | Munitions pour fusils d'assaut | 1'000 |
| Belgique | Munitions pour fusils d'assaut et pistolets | 2'460 |
| France | Munitions pour pistolets | 900 |
| Hongkong | Munitions pour fusils d'assaut | 600 |

| | | |
|----------|---|-----|
| Pays Bas | Munitions pour fusils d'assaut et pistolets | 980 |
| USA | Munitions pour pistolets | 960 |

4.2.7 Comparaison avec les autorisations accordées par les membres de l'UE pour des biens militaires de la catégorie ML1 de la liste des munitions de Wassenaar¹⁷ avec celles des catégories KM 1 et ML 1 de la Suisse (Worldwide)¹⁸

La comparaison des chiffres des autorisations accordées en Suisse avec ceux des Etats membres de l'UE est relativement difficile entre autres pour les raisons suivantes :

- les données 2013 des Etats membres de l'UE ne sont pas encore disponibles ;
- les chiffres ne sont pas ou que partiellement publiés voire publiés de manière différente que ceux de la Suisse par les Etats membres de l'UE ;
- les sources des chiffres fournis varient (ministères de la défense, de l'économie, du commerce, etc.) ;
- les taux de change fluctuent.

Ces chiffres ne peuvent donc être utilisés que comme des indicateurs de tendance. Le tableau suivant présente néanmoins un essai de comparaison avec les chiffres de quelques Etats membres de l'UE :

| Pays | Valeur des autorisations d'exportation délivrées pour la catégorie ML 1 (en mio. €.) | | |
|-----------------|--|-------|-------|
| | 2012 | 2011 | 2010 |
| Allemagne | 234,4 | 222,3 | 237,3 |
| Autriche | 302,9 | 189,4 | 207,7 |
| Belgique | 285,2 | 273,3 | 231 |
| Danemark | 3,4 | 5,4 | 12,2 |
| Espagne | 38,3 | 73,3 | 23,9 |
| Finlande | 7,6 | 9,7 | 18,1 |
| France | 44,9 | 63,6 | 42,6 |
| Grande-Bretagne | 392,2 | 122,5 | 85,6 |
| Italie | 47,7 | 48 | 11,9 |
| Pays-Bas | 0,75 | 228,8 | 0,6 |

Source : *Journal officiel de l'Union européenne*

¹⁷ Liste des munitions de Wassenaar : Armes à canons lisse d'un calibre inférieur à 20 mm, autres armes et armes automatiques d'un calibre inférieur ou égal à 12,7 mm, accessoires et leurs composants spécialement conçus.

(<http://www.wassenaar.org/controllists/index.html>)

¹⁸ En Suisse, la liste des munitions de l'arrangement de Wassenaar couvrent d'une part des biens militaires soumis à la loi sur le matériel de guerre et d'autre part des biens soumis à la loi sur le contrôle des biens. Une comparaison avec les autorisations accordées par les membres de l'UE pour des biens militaires de la catégorie ML1 avec celles de la Suisse doit donc tenir compte des autorisations délivrées aussi bien sous le régime de la législation sur le matériel de guerre que sous celui de la loi sur le contrôle des biens. Les chiffres des exportations soumis à la loi sur le contrôle des biens sont constitués d'une part des valeurs des autorisations délivrées (au moyen d'autorisations spécifiques) et d'autre part des exportations effectives (effectuées en utilisant les licences générales d'exportation).

| Pays | Valeur des autorisations d'exportation délivrées pour les catégories KM 1 et ML 1 (en mio. €.) | | |
|--------|--|--------------------|--------------------|
| | 2012 | 2011 | 2010 |
| Suisse | 32,9 | 33,3 ²⁰ | 26,1 ²¹ |

4.3 Transit

Le transit de matériel de guerre est soumis à autorisation. L'autorisation spécifique est délivrée par le SECO. Les personnes titulaires d'une autorisation initiale ainsi que les entreprises de transport et les transitaires ayant leur siège ou un établissement en Suisse peuvent demander une licence générale de transit (LGT) pour faire transiter du matériel de guerre vers les pays de destination finals mentionnés à l'annexe 2 de l'OMG. En 2013, 5 (2012 : 3) entreprises étaient au bénéfice d'une LGT ; les autres opérations de transit ont fait l'objet d'une autorisation spécifique.

4.3.1 Autorisations de transit accordées

En 2013, 56 (2012 : 49) autorisations de transit pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions, ont été délivrées : 30 autorisations (2012 : 38) d'une valeur de 7,7 mio. de francs (2012 : 87,2 mio.) concernaient des armes à épauler et des armes de poing (KM 1). 26 autorisations (2012 : 11) d'une valeur de 23,4 mio. de francs (2012 : 2 mio.) concernaient des munitions pour ALPC, qui font partie de la catégorie KM 3.

| Nombre d'autorisation de transit | | Algérie | Allemagne | Belgique | Belize | Canada | Dominicaine, Rep. | Espagne | Grande Bretagne | Italie | Luxembourg | Norvège | Oman | Panama | Pays Bas | Tchèque, Rep. | USA |
|----------------------------------|---------|---------|-----------|----------|--------|--------|-------------------|---------|-----------------|--------|------------|---------|------|--------|----------|---------------|-----|
| de... | vers... | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autriche | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | 1 |
| Belgique | | | | | | | | | | | | | 3 | | | | |
| Bosnie Herzeg. | | | | | 1 | | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| Brésil | | | | | | | | | | 9 | | | | | 1 | | |
| Bulgarie | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Canada | | | 1 | | | | 1 | | | | | | | | | | |
| Gde. Bretagne | | | 1 | | | | | | | 2 | | | | | | | |
| Hongrie | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 |
| Israël | | | | | | | | | | | 1 | | | | | | |
| Italie | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| Oman | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | |

¹⁹ Taux moyen 2012 : 1,2053

²⁰ Taux moyen 2011 : 1,2335

²¹ Taux moyen 2010 : 1,3805

| Nombre d'autorisation de transit | | Algérie | Allemagne | Belgique | Belize | Canada | Dominicaine, Rep. | Espagne | Grande Bretagne | Italie | Luxembourg | Norvège | Oman | Panama | Pays Bas | Tchèque, Rep. | USA | |
|----------------------------------|---------|---------|-----------|----------|--------|--------|-------------------|---------|-----------------|--------|------------|---------|------|--------|----------|---------------|-----|---|
| de... | vers... | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Roumanie | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Serbie | | | | 4 | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Slovénie | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Suède | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | |
| Thaïlande | | | | | | 1 | | | | | | | | | | | | |
| Tschèque, Rep. | | | | | | | 1 | 2 | | | 1 | | | 2 | 1 | | | |
| Turquie | | | 1 | | | 1 | | | | | | | | | | | | |
| Ukraine | | | | | | | | | | 1 | | | | | | | | |
| USA | | 1 | | | | | | | | | | | 1 | | | | 5 | |

4.3.2 Demandes d'autorisation de transit refusées

En 2013 (2012 : 0), aucune demande d'autorisation de transit pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée.

4.4 Commerce à l'étranger

Par commerce, on entend toute activité professionnelle consistant à offrir, à acquérir ou à transférer du matériel de guerre (art. 6, al. 2, LFMG).

Toute personne qui, sans posséder ses propres lieux de production de matériel de guerre en Suisse, fait, à partir du territoire suisse, le commerce de matériel de guerre à l'étranger, a besoin d'une autorisation initiale et pour chaque pas particulier, d'une autorisation spécifique (art. 16a LFMG). Font exception à cette règle les Etats énumérés à l'annexe 2 OMG. Une autorisation spécifique n'est pas exigée si les biens sont destinés à ces Etats.

4.4.1 Autorisations de commerce accordées

En 2013 (2012 : 0), aucune demande d'autorisation de commerce à l'étranger pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été délivrée.

4.4.2 Demandes d'autorisation de commerce à l'étranger refusées

Tout comme en 2012, aucune demande d'autorisation de commerce à l'étranger pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée en 2013.

4.5 Courtage à destination de l'étranger

Par courtage, on entend (art. 6, al. 3, LFMG) :

- a. la création des conditions essentielles pour la conclusion de contrats ayant pour objet la fabrication, l'offre, l'acquisition ou le transfert de matériel de guerre, ou encore le transfert de biens immatériels, y compris le know-how, ou la concession de droits y afférents, pour autant que ceux-ci concernent du matériel de guerre ;
- b. la conclusion de tels contrats lorsque les prestations sont fournies par des tiers.

Toute personne qui, sur le territoire suisse, veut procurer à titre d'intermédiaire du matériel de guerre à un destinataire à l'étranger, sans qu'elle possède de propres lieux de production de matériel de guerre en Suisse, a besoin d'une autorisation initiale et, pour chaque cas particulier, d'une autorisation spécifique (art. 15 LFMG). Font exception à cette règle les Etats énumérés à l'annexe 2 OMG. Une autorisation spécifique n'est pas exigée si les biens sont destinés à ces Etats.

4.5.1 Autorisations de courtage accordées

En 2013, 5 autorisations (2012 : 6) ont été délivrées pour le courtage d'ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions.

| Région du pays d'origine | Région du pays de destination | Matériel | Valeur (frs.) |
|--------------------------|-------------------------------|---|---------------|
| Afrique | Asie | Parties de mitrailleuses | 144'000 |
| Amérique du Sud | Moyen Orient | Munitions | 47'500 |
| Amérique du Sud | Moyen Orient | Munitions | 1'700'000 |
| Europe | Moyen Orient | Appareils de vision nocturne avec adaptateurs | 88'000 |
| Europe | Asie | Appareils de vision nocturne avec adaptateurs | 252'132 |

4.5.2 Demandes d'autorisation de courtage refusées

Tout comme en l'an passé, aucune demande d'autorisation de courtage d'ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée en 2013.

4.6 Transfert de biens immatériels

L'autorisation de transfert de biens immatériels recouvre divers aspects (art. 20 LFMG). Elle est nécessaire à la conclusion de tout contrat prévoyant le transfert de biens immatériels, y compris le know-how, essentiels au développement, à la fabrication ou à l'exploitation de matériel de guerre, s'il est prévu que ce transfert s'opérera depuis la Suisse en faveur d'une personne physique ou morale ayant son domicile ou son siège à l'étranger. La conclusion d'un contrat prévoyant la concession de droits afférents à de tels biens immatériels et à un

tel know-how est également soumise à autorisation. Aucune autorisation spécifique n'est exigée si le pays de destination figure à l'annexe 2 OMG.

En 2013, 2 (2012 : 2) autorisations pour le transfert de biens immatériels destinés à la fabrication d'ALPC ont été soumises au SECO. Tout comme en 2012, aucune demande d'autorisation pour le transfert de biens immatériels destinés à la fabrication d'ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée en 2013.

5 Small Arms Survey

La Suisse soutient le programme de recherche sur les armes légères de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève. La publication annuelle Small Arms Survey est le produit d'une équipe de chercheurs épaulés par un groupe d'experts actifs à l'échelle internationale. Selon le baromètre de transparence du commerce des armes légères qui y figure (cf. tableau), la Suisse était, en 2009, 2010, 2011, 2012 mais également en 2013, le pays qui a fait preuve de la plus grande transparence dans l'exportation de ces armes.

Small Arms Trade Transparency Barometer 2013, covering major exporters*

| | Total (25 max) | Export report (year covered)** / EU Annual Report*** | UN Comtrade** | UN Register** | Timeliness (1.5 max) | Access and consistency (2.00 max) | Clarity (5 max) | Comprehensive- ness (6.5 max) | Deliveries (4.00 max) | Licences granted (4.00 max) | Licences refused (2.00 max) |
|--------------------|----------------------|--|------------------|---------------|-------------------------|---|--------------------|-------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Switzerland | 20.75 | X | X | X | 1.50 | 1.50 | 4.00 | 5.00 | 3.00 | 4.00 | 1.75 |
| Germany | 20.50 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 4.25 | 4.00 | 4.00 | 3.50 | 1.75 |
| Romania | 19.75 | X/EU Report | - | X | 1.50 | 2.00 | 2.75 | 4.50 | 3.50 | 3.50 | 2.00 |
| Serbia | 19.75 | X (10) | X | X(10) | 1.50 | 1.50 | 3.75 | 5.00 | 3.50 | 2.50 | 2.00 |
| Netherlands | 19.25 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 2.00 | 4.50 | 4.75 | 2.50 | 3.00 | 1.00 |
| UK | 19.25 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 2.00 | 4.00 | 4.75 | 3.00 | 2.50 | 1.50 |
| Croatia | 16.75 | X | X | X | 1.50 | 1.00 | 3.25 | 3.50 | 3.00 | 3.00 | 1.50 |
| Belgium | 16.00 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 2.00 | 3.00 | 2.50 | 2.50 | 2.50 | 2.00 |
| Italy | 16.00 | X/EU Report | X | - | 1.50 | 1.50 | 3.25 | 5.00 | 2.50 | 2.00 | 0.25 |
| Spain | 16.00 | X/EU Report | X | - | 1.50 | 2.00 | 2.50 | 3.50 | 3.50 | 1.50 | 1.50 |
| Denmark | 15.50 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 4.25 | 3.25 | 2.50 | 1.50 | 1.00 |
| Sweden | 15.50 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 2.00 | 4.00 | 4.00 | 2.50 | 1.50 | 0.00 |
| Norway | 15.00 | X | X | X | 1.50 | 1.50 | 3.75 | 3.00 | 3.00 | 2.00 | 0.25 |

| | | | | | | | | | | | |
|---------------|-------|-----------------|---|-------|------|------|------|------|------|------|------|
| United States | 15.00 | X | X | X(10) | 1.50 | 1.50 | 2.75 | 4.25 | 3.00 | 2.00 | 0.00 |
| Czech Rep. | 14.75 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 2.50 | 3.50 | 3.00 | 2.00 | 0.75 |
| Austria | 14.25 | X(10)/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 2.25 | 3.75 | 3.00 | 2.00 | 0.25 |
| Finland | 14.25 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 3.25 | 3.25 | 2.50 | 2.00 | 0.25 |
| France | 14.25 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 4.00 | 3.00 | 2.50 | 1.50 | 0.25 |
| Poland | 14.25 | X(10)/EU Report | X | X | 1.50 | 1.00 | 2.25 | 3.75 | 3.00 | 1.50 | 1.25 |
| Slovakia | 14.25 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 2.50 | 3.75 | 2.50 | 2.00 | 0.50 |
| Hungary | 13.75 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 3.00 | 3.25 | 3.00 | 1.50 | 0.00 |
| Bulgaria | 12.00 | X/EU Report | X | X | 1.50 | 1.50 | 2.25 | 2.00 | 3.00 | 1.50 | 0.25 |
| Canada | 11.75 | X(07-09) | X | X(10) | 1.50 | 0.50 | 2.75 | 4.00 | 3.00 | 0.00 | 0.00 |
| Greece | 11.50 | EU Report | X | X | 1.50 | 0.50 | 2.00 | 3.25 | 3.00 | 1.00 | 0.25 |
| Lithuania | 11.00 | EU Report | X | - | 1.50 | 1.00 | 1.75 | 2.75 | 2.50 | 1.50 | 0.00 |
| Portugal | 11.00 | EU Report | X | X | 1.50 | 1.00 | 1.75 | 2.25 | 3.00 | 1.50 | 0.00 |

Source : *Small Arms Survey 2013 (extrait), p. 15 ff.*

* Major exporters are countries that export – or are believed to export – at least USD 10 million worth of small arms, light weapons, their parts, accessories, and ammunition annually. The 2013 Barometer includes all countries that are qualified as a major exporter at least once during the 2001-11 period.

** x indicates that a report was issued.

*** The Barometer assesses information provided in the EU's 14th Annual Report (CoEU, 2012), reflecting military exports by EU member states in 2011.

Annexe 1: Vue d'ensemble des pays ne pouvant en principe pas être livré en ALPC à partir de la Suisse

Liste des pays à l'encontre desquels un embargo sur le matériel militaire existe.²²

| | |
|---------------|--------------------------------------|
| Birmanie | Libye |
| Côte d'Ivoire | République démocratique du Congo |
| Erythrée | République populaire démocratique de |
| Guinée | Corée (Corée du Nord) |
| Irak | Somalie |
| Iran | Soudan |
| Liban | Syrie |
| Liberia | Zimbabwe |

Liste des pays les moins avancés bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.²³

| | |
|--------------------|----------------------------------|
| Afghanistan | Mauritanie |
| Angola | Mozambique |
| Bangladesh | Népal |
| Benin | Niger |
| Bhutan | République de Centre Africaine |
| Birmanie | République démocratique du Congo |
| Burkina Faso | Ruanda |
| Burundi | Salomon |
| Cambodge | Samoa |
| Comores | Sao Tomé et Príncipe |
| Djibouti | Sénégal |
| Erythrée | Sierra Leone |
| Ethiopie | Somalie |
| Gambie | Soudan |
| Guinée | Sud-Soudan |
| Guinée équatoriale | Tanzanie |
| Guinée-Bissau | Tchad |
| Haïti | Timor-Oriental |
| Kiribati | Togo |
| Laos | Tuvalu |
| Lesotho | Uganda |
| Liberia | Vanuatu |
| Madagascar | Yémen |
| Malawi | Zambie |
| Mali | |

²² Dans des cas particuliers, les ordonnances sur les embargos permettent certaines exceptions (par exemple pour la livraison de matériel militaire à des troupes engagées dans des missions des Nations Unies).

²³ Voir également les explications sous chiffre 2 et note de bas de page 13.

Annexe 2: Liste de liens

Liens internes à l'administration fédérale :

<http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00600/00614/index.html?lang=fr>

Informations du service habilité à délivrer les autorisations pour le matériel de guerre

<http://www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/themen/sicherheit/waffen.html>

Office central des armes. Autorité chargée d'établir les autorisations d'importation d'armes à feu et de celles pour certaines exportations d'armes à feu vers les Etats Schengen.

<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01508/index.html?lang=fr>

Administration fédérale des douanes. Publications trimestrielle des exportations de matériel de guerre (sans catégorisation des ALPC).

http://www.eda.admin.ch/etc/medialib/downloads/edazen/doc/publi/publi2.Par.0006.File.tmp/Kleinwaffen_Franz_def.pdf

Cette publication en deux langues (fr/en) informe sur la stratégie de la Suisse dans la lutte contre la prolifération illicite d'ALPC.

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/peasec/peac/armcon/nonpro/smaa.html>

Département fédéral des affaires étrangères. Informations relatives au désarmement et à la non-prolifération dans le domaine des ALPC.

<http://www.admin.ch/ch/ff/2008/7253.pdf>

Rapport 2008 du Conseil fédéral sur la politique de la Suisse en matière de maîtrise des armements et de désarmement. Mise à jour du rapport 2004. En ce qui concerne les ALPC, le chapitre 2.4.3 mérite une attention particulière.

<http://www.evd.admin.ch/themen/00433/00439/00499/01629/index.html?lang=fr>

Rapport sur la politique économique extérieure 2010. Chapitre 9.1 relatif aux contrôles à l'exportation et aux données statistiques des autorisations relevant du champ d'application de la législation sur le contrôle des biens.

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html>

Recueil systématique du droit fédéral. Recueil de toutes les lois et ordonnances en vigueur au niveau fédéral.

Liens externes :

www.wassenaar.org

Régime international de contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.

http://www.un.org/disarmament/convarms/SALW/Html/SALW-PoA-ISS_intro.shtml

Informations et liens relatifs aux ALPC dans le cadre de l'ONU.

Informations concernant le traité sur le commerce des armes :

<http://www.un.org/disarmament/convarms/ArmsTradeTreaty/html/ATT.shtml>

<http://www.un.org/disarmament/convarms/ATTPrepCom/index.htm>

www.osce.org

Informations et documents en lien avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.